

Львівська державна наукова бібліотека
ВІДДІЛ РУКОПИСІВ
Фонд 59 (Козм.)
Опис _____
Од. збереження 9
Папка 4

115 арш.

RECEIVED
JAN 15 1901

101

115 apr.

Relation aus Warschau
den 22ten August 1773
Nr. 101.

40.

Durchlauchtigst Hoch-
gebohrner Reichsfürst!
Johann Georg.

A. Ich setze mich persönlich
dieser Beantwortung Euer
fürstlichen Quaders mit an-
derer Militär Ordnung insal-
tanen gnädigsten Befehl
von 9ten d. d. Monats
zu versehen, welche ich vor
Allem die weitere Fortsetzung
meiner fähig der Oberst-
lungen und Befehlungen der
Delegation über den Fuß-
wurf des Cessions Traktats
von Nr. 4 bis 21 inclusive
in ganzemwärtigen Anlagen
aufzuführen.

Gerne ist folgen
abzufallen wenn der Dele-
gation punktuell hinaus
übergebenen Antworten bei,
zu welchen ich mich hier aus
da einige Anmerkungen,
um zugleich Euer fürstli-
chen Quader die Notizen
und Begründungen meiner
Ausgordan von August zu
legen, in marginen beigefügt
sind. Als auch die
worten sind vorfinden können
mit manchen zwei Jahren Colla-
gen

Relation aus Warschau
N^o 22 August 1773.
Arno 101

1. Verträge et Relation
aus Warschau von 22 Au-
gust 1773 ar No 101.

Suite des Représentations
de la Délégation sur le Pro-
jet du Traité de Cession
depuis N^o 4 jusques à
N^o 21.

in allem jauchend ~~Pünktlich~~ vor-
gebracht worden, und dahin
bringend auf das gerinnlichste
Eutrichter der drei Götter haben.

4) Il n'y a pas de Pays
si malheureux en Europe,
qui n'ait de Sel de son cru,
pour quoi donc nous a-t'on
pris les Salines de Wieliczka
et de Sambor.

Nous prions que les
Salines nous restent d'au-
tant plus que Sa Majesté
Imperial Royal en a une
si grande abondance dans
ses vastes Etats.

Au nom de la Déli-
gation
Antoine Ostrowsky
Evêque de Cujavie

3 3
372.
Lailaya ad Relation
Vr^e Oppoffan van 22 Au-
gust 1773.

Ar No 101.

5.

Si Sa Majesté Impé-
riale et Royale veut abso-
lument les Salines de Wic-
licha, et que Votre Exel-
lence n'ait pas le pouvoir
de céder à cet égard, nous
vous demandons au moins
celles de Sambor. Considérez
quel embarras ce manque
de sel produiroit par la suite
à la Pologne ne pourriez vous
pas par un mouvement de
sentimens, qui vous distingue,
suspendre votre négociation
à ce sujet jusqu'à ce que
le Roi ait fait la dessus des
Représentations à Sa Majesté
Impériale et Royale, peut-
être cette Souveraine dont
la Magnanimité fait le carac-
tère se laissera telle enga-
ger à rendre ses salines,
d'autant plus qu'elles sont
chargées d'une dette contrac-
tée de quelque Citoyens de
la République d'égenses,
qui ayant prêté au Roi
la somme de 126024. La
Majesté avoit assigné sur
les revenus de ces Salines
le payement des intérêt de
la dite somme et en aurait

4 4
43
Larsags av Ration
d^{de} Warpsau den 22^{de} Jan
August 1773

Ad No 101

même payé par termes le capital. Le Roi se trouvant privé de ce fond, a été obligé d'interrompre l'exactitude scrupuleusement observer de payer les intérêts et à perdre la moyen de s'acquitter de la Somme, ce qui cause la Ruine des Trésoriers.

Il est donc de notre devoir d'insister, que tout ce, qu'on a trouvé dans les dites salines en argent et autres produits, de même que les revenus à compter soient restitués au Trésor de Sa Majesté en rabattant les dépenses pour les honoraires, officiers et autres appointemens assignés selon l'usage sur les Salines et qu'en suite la somme appartenante au Citoyens de Genes leurs soit payée de la Cuipe de Sa Majesté l'Impératrice et Reine et de faire aussi des représentations à Votre Excellence au sujet des torts, que les Palatinats terres et Districtes souffrent par la perte de ces Salines. Le Roi fourroit selon un Tarif fait pour cela du sel gratis

Prileys w Palatin
Włocławek 22.10.1743.
Ar. 101

5
6 8 5
44

que l'on nomme Suchednowa
que l'on distribuoit chaque
année entre la noblesse. Si
la Majesté Impériale et Roy-
ale ne se prête pas à le sel
aux Palatinats, comme l'ont
fait les Rois de Pologne, il
faudroit moins insérer dans
la Traite présent une con-
vention et un article à part,
en vertu du quel on vendroit
le sel à une prix établi
une fois pour toujours et on
le conduiroit par ceux
dans les anciens greniers du
sel des différents Palatinats,
autrement la situation
de la Pologne seroit fort
triste et on ne peut pas
croire, que la Majesté Im-
périale et Royale, dont
les vertus sont si connues
seuille rendre la Pologne
malheureuse. On ne sau-
roit passer sous silence
la prétension sur ces sa-
lines réclamée à différentes
Diètes par le Prince Subo-
miski, nos bons Compatri-
otes, à la quel il convien-
droit de satisfaire dans la
circonstance présente.

5. Bailage et Relation
de Wapfau du 22^{ème}
Aoust 1773

art No 101

(7)

Si il n'est pas dans le pou-
voir de Votre Excellence de
donner une Resolution
favorable à ces circonstances,
elles meritent q'avant la
conclusion de nos conférences,
elles soient représentées à
Sa Majesté Imperial et Roy-
ale, c'est ce que nous vous
prions instamment de faire
aut. plutôt.

En nom de la Déléga-
tion
Antoine Comte d'Atrouss
Evêque de Cujavie.

6. Bailage et Rela-
tion de Wapfau du
22^{ème} Aoust 1773
art No 101.

6. Ayant vu l'article
de la Convention des trois
Puissances, en conséquence
du quel a été formé l'ar-
ticle second, que Votre
Excellence nous a remis, il
est de notre devoir de vous
représenter, que la teneur
de cet article est fort vague
parceque designant les
frontières avenir par des
termes generiques, elle ne
nous apprend pas positivement

6. Biberen ad Kalation
No. Marpfan den
22ten August 1773.
Arno 101

4
8.
Combien et jusqu'à quel point, nous devons céder nos Provinces, par exemple : l'au de là de Soudonir et du confluent de la Thu peut-être prolongé considérablement, le terme au de là est fort vague : à présent même il y a au delà du Jan beaucoup des Pays occupés tout près de la rive de la Vistule.

L'édit de Sa Majesté Impériale et Royale du 11. Septembre se rapporte à la susmentionnée Convention on se trouvant conforme dans la démarcation des limites de la Cession à faire. Cependant non obstant cet édit et la Convention des trois Puissances et non obstant la teneur du second article, que vous nous avez remis, on a étendu bien plus loin les limites, on a pris une partie du Palatinat de Volhynie, qui dans la Convention nous est conservée en entier on a substitué d'autres rivières, pour servir des frontières, moyennant

6. Brilaga ad Relation
N^o Warpsan, vnu
22 August 1773.

Ad. N^o 101

8

8

les quelles ce n'est pas une
petite partie de la Podolie,
mais une grand partie qu'on
prend, c'est pourquoi si
la délégation doit savoir
positivement, ce qu'elle
doit céder, il faut, qu'elle
voie la carte, et que sur
cette carte il lui soit de-
montré depuis ou, par ou,
et jusqu'ou on prendra
les frontières des nou-
velles acquisitions. C'est
pourquoi la Délévation prie
V^{otre} Excellence de lui faire
voir la cart géographique
faite à sujet.

Au nom de la Délévation

Antoine D'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

N^o 6 ème.

Réponse.

Les termes de la Convention
devant être inséré à la
cette dans le second article
du Traité, selon ce qui
est convenu à la requisi-
tion même de la Délégation,
il serait contre ses

6. Village ar. Relation
V^o Marfan du 2^e au
Août 1773.

Ar. No 101

9.

Reponse au 6^e au

propres intérêts d'y chan-
ger la moindre chose dans
les mots de la Convention,
attendu qu'un changement
pourroit en amener un
autre.

Sur ce qui est de l'ex-
plication de quelques termes,
qui paroissent trop vagues,
il m'est impossible de la
donner sans de connaissance
du local. Je puis seulement
promettre, que nos limites
seront dans le sens des
termes annoncés dans l'ar-
ticle second, et si, comme
il est dit dans cette Note
on les avoit outrepassés,
dont j'ai lieu douter, ce
sera l'affaire des Comissaires
respectifs de les arranger
selon la justice conforme-
ment à cet article. La
carte qu'on me demande,
et qui selon la teneur du
second article doit être
dressé sur les lieux mêmes
par les Comissaires ne m'est
point parvenue et si une

10
Lilaga av Palation
Nr. Wappenstein
22. ten August. 773
av Nr 101

Reponse ad 6^{ème}

telle Carte se trouvoit exacte-
ment dressée, l'arrange-
ment des Compagnies seroit
absolument superflu, la
carte demandée devant
contenir ce dont les Comp-
paires respectifs sont chargés.

14
11
F. Bailagn de Polation
v^o Warffam de
22^e jour d'août 1773.
as No 101

On ne sauroit signer la
Cession des pays occupés
sans avoir assuré préal-
ablement à la République
par un article séparé la
liberté réciproque du com-
merce et le transport des
marchandises par terre
et par eau par les états
voisins.

Au nom de la Délé-
gation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

7 Bailaga ad Relation
vte Warszawy dnu 22^{to}
August 1773.

ad No 101

Reponse ad Yanum

Rien n'est plus juste que
la demande consentue dans
cet article et rien ne déci-
dera d'avantage du sort
futur de la République, que
les mesures et arrangements
pris à ce sujet. Ma Cour
qui ne demande pas mieux,
que de voir le commerce
florissant en Pologne, se
prêtera à toutes les propo-
sitions raisonnables, qui
pourront lui procurer cet
avantage moyennant des
conditions reciproques et
il suffira pour lorsqu'on en
viendra à cette sorte de
Traités séparés, que leurs
Excellences Messieurs les Sé-
légués s'expliquent plus
clairement sur ce qu'ils
entendent par la liberté de
Commerce.

S. Brilunga von Palatin
Vte Warschau
22 ten August 1773
art No 107

13

Les Rois et la Republique
de la Pologne professant
la Religion Cath. rom. et
ayant toujours particuliè-
rement protégé le Clergé,
les Eglises, les fonds Ecce-
siastiques, leurs droits et
privilèges du rit. latin,
et de celui des Grecs unis,
il est du devoir de la dele-
gation de prier, qu'il y a
est un article inséré dans
le Traité de Cession, par le-
quel la même protection
de la part de Sa Majesté
Impériale et Royale seroit
assurée et la conservation
du chargé des rites susdits
garantie in statu quo,
c'est à dire qu'il sera en
possession de ses fonds, reve-
nus, droits et privilèges,
dont il a joui, ou dont il
devoit jouir, étant sous la
domination de la republique
ont été occupé de mois du
sept. de l'année passée par
les trois puissances voisines:
sans les droits des Grecs non
unis et des dissidents dans la
profession pacifique desquels
ils étoient alors.

Antoine D'Ostrowsky

8.
Barlaam au Cardinal
de Warshaw le 22^{me}
Juillet 1779.
Art. no. 101

14

Reponse au quatrième

La Religion cath. rom.
que les Rois et la Répub-
lique de Pologne ont de
tout temps professée, etant
la même que tous les Sou-
verains de l'Auguste Mai-
son d'Autriche ont toujours
professée et protégée avec
un attachement tout par-
ticulier et que leurs Ma-
jestés Imperiales et Royales
se font gloire de conserver
avec zèle dans toute son
intégrité, il seroit super-
flu, et contre toute usage
recu de spt stipuler dans
un Traité entre deux États
Catholiques, des avantages
en faveur du clergé et de
la Religion dominante
dans les deux États, d'au-
tant plus que sous les
droits prérogatives, libér-
tés et privilèges quelcon-
que dont jouit clergé cath.
dans les États autrichiens,
seront comme un aux Ex-
clesiastiques, des provinces
revendiquées, mais pour

8.
Bailayn au Palatin
de Warshaw
22^e au August 1773
art no 101

15

Reponse au 8^{me}

le bien des Catholiques pas-
sants sous les deux autres do-
mination, ma Cour consent par
une reciprocité multiple
des avantages à accorder, quant
au possessions droits, libertes et
Privileges de conserver les
Religions des Gipsiens et non
unis dans les Etats.

15
Sg.
Vasilaya av Palaton
av. Martjan² du 22^{ème}
Aoust 1773 av no 101

16

Il ya encore beaucoup
d'autres articles, que la
Delegation ne peut pas
oublier, notamment ceux,
qui regardent notre Des-
tinée et celles de nos (Cito)
Concitoyens, qui doivent
passer sous la Domination
de sa Majesté Impériale et
Royale, mais comme Votre
Excellence et E.E. E.E. M.M.,
vos Collègues pourroient
supposer, que nous cherchons
à perdre du tems, en les ex-
posant en particulier à Vot-
re Excellence dans nos séances,
Nous avons résolu de lui
remettre par écrit tout ce,
qui peut intéresser le Roi
et la République, ce que nous
voulons exposer par Votre
Ministre à la Majesté Im-
périale et Royale et sur-
quoy nous demanderons
une réponse catégorique.

Au nom de la Delega-
tion

Antoine d'Ostrovsky
Evêque de la Cujavie

9.
Brilaga ad Antation
ad^{te} Warshaw vnu
22^{te} August 1773
est no 101

(17)

Reponse ad 9. 10.
et 11^{um}

Outre les changemens, que
j'ai déjà projettes (au gré
de la ~~delegation~~) adoptés
dans la teneur du Trai-
té projeté au gré de la
delegation on pourra
encore y faire entrer les
suivants.

On mettra à la
place de : Royaume de
Pologne, la République
de Pologne.

Après les mots :
de faire ouvrir les confe-
rences à Varsovie on ajou-
tera : à une Diète extraor-
dinaire indiquée pour cet
effet au gré du désir des trois
Cours amies.

J'ai déjà allégé
les raisons qui n'admettent
pas les autres changemens,
tel que la surabondance de
cette cheville :

Consolidées par tant de
Traités antérieurs, qui est
une parenthèse, dont n'a
jamais douté personne, à
moins que cette phrase.

9.
Baileys ad Relation
v^{re} Warpsan² du 22^{em}
Aoust 1773 Ad N^o 101

18

Reponse ad q. 10 et 11^{um}

forcemment ammencée n'
implique quelque reproche
toute, qui seroit fort déplacé,
dans un Traité d'amitié.
Il en est de même de l'ex-
pression ne pouvant écarter,
et d'autres pareilles, qui sont
même contre la dignité
de la République étant
un aveu de faiblesse, et
d'impuissance, jamais usé-
té dans des actes publics
même après les guerres les
plus sanglantes, où la
force supérieure donne la
loi.

Pour ce qui est du titre
de serenissime République
j'ai déjà dit de l'employer,
si jamais la Cour Impéri-
ale et Royale s'en est servi
dans un acte public, que
je demande en conséquence
d'être produit, ne pouvant
de mon chef introduire au-
cune innovation dans le
styl de la Chancellerie Im-
périale.

Des mots: en equi-
valent ne pouvant être

9 Bailayn ar Relation
de Warshaw num 22^{de} au
Vingti^e 1773 Ar. N^o 101

19

Reponse au 9. 10 et 11^{um}

changés, ny omis, attendu
que c'est à ce titre que la Cour
Imperiale et Royale est en
possession d'une partie des Pro-
vinces revendiquées, partie
modique en comparaison
des vastes provinces aux-
quelles ^{elle} renomme malgré ses
faibles prétensions. L'ingrati-
tude, que l'on affecte d'ex-
poser paroitre à ce sujet,
ne peut avoir lieu après
ces paroles du Traité Art. 4
La Majesté Imp. le R.
le Ap. que declare et con-
fesse avoir obtenu - un
equivalent juste et propor-
tionné et renomme à toute
prétensions.

Quant à la
Carte géographique y a
été répondu Sub N^o 6.

La reversibilité est
un droit à jamais insinué
dans les Provinces pendantes
de la Couronne d'Hongrie,
et le Roi Marie n'a point
opposé la Russie à titre
de Succession, mais à titre
d'Electon faisant partie

9. Bailagn ad Relation
des Harpues du 22^{ème} Jan
Aoust 1773.

Art. 11^{ème} (iii)

Reponse au 9. 10 et 11^{ème}

20.

des Etats de la Couronne
d'Hongrie, avec lesquels
la reversibilité est absolu-
ment incompatible.

Le cinquième point
de cette même Note regard
uniquement l'arrangement
des Comisaires respectifs
et ne peut-être décidé sans
une parfaite connaissance du
local. Il sera aisé en tout
cas aux dit Comisaires de
trouver des moyens de com-
pensation ou d'échange
selon la position des diffé-
rens endroits. Au reste
Leurs Excellences et Messieurs
les Délégués ne semblent pas
avoir senti l'impossibilité
jointe au danger inséparable
de leur demande, si ce po-
int pouvoit être admis
dans toute son étendue,
et on diroit qu'il vont
préparer eux mêmes les
germes de facheuses et ine-
vitables contestations par
la confusion perpétuelle
des juridictions qui pour-
roient leur devenir à la
longue très funestes

10. Trilugn av Relation
W^e Warffm^e vnu
22 Jan August 1773
av ne 101

21.

Comme la Delegation cro-
it encore devoir insister
sur quelques changemens,
qui lui paraissent indis-
pensables dans l'introduc-
tion au Traité, Elle a
fait mettre à cet égard
des Notes au marginem
du projet communiqué par
V^{otre} Excellence dont on lui
fera d'abord la lecture,
à fin de convenir article
par article.

Au nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Ljane

10. Laitner et Relation
We Worsam aus
22ten August 1773.
ar N^o 101

22

10. Sur le premier article
du Traité même, la Dé-
légation ne peut que d'
exprimer ses vœux sin-
cères pour la conservation
de la plus parfaite union
et bonne harmonie avec
la Cour Impériale et Roy-
ale et désire seulement
qu'à l'endroit où il
est dit :

Le Royaume de
Pologne et le grand Du-
ché de Lithuanie on mette
à la place la Serenif-
sime République de
Pologne.

En nom de
la Délégation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cyzarie.

H. Vailhaya ad Relation
M^{re} Wawrhanus
22 Jan. August 1773.
ad N^o 101

Il est de notre devoir
de faire des remarques
sur l'article II.

1. De changer les mots,
qui sont mis à la marge
du projet remis par Votre
Excellence.

2. La Dégasian cro-
it qu'elle peut demander
de peine droit la reversi-
bilité des Provinces, qu'
elle a cédées à présent
au cas de l'extinction
des successeurs mâles de
la maison d'Autriche,
puisque ces prétensions ne
remontent, qu'au tems de
Marie Reine d'Hongrie
fille de Louis Roi de
Pologne et de Hongrie,
dont la fille cadette Ste-
rige a été reine de Pologne
et par conséquent il est
juste que toutes les Pro-
vinces et pays au cas
d'extinction des successeurs
mâles rentrent à la Po-
logne, qui deduit ces droits
de la même source du
Roi Louis.

3. Que ces paroles
en equivalent soient entiere-
ment

11. L'indemnité de Relais
N^o 100. du 22^{ème}
Août 1773. au N^o 101.

24.

omises, par elles pourroient
occasionner des nouvelles
pertes à la République,
si jamais la Sérénissime
Maison d'Autriche vou-
loit former des nouvelles
prétensions, sous prétexte,
que l'équivalent n'a pas
été proportionné à leur
valeur et à leur étendue.

4.) Qu' aussitôt, que
la Carte géographique,
que nous vous avons deman-
dé sub N^o nous aura été
produite, que nous l'aurons
jugé conforme à l'article
de la Convention de Peters-
bourg, les parties contrac-
tantes en signent deux exem-
plaires, en y mettant leurs
seaux, qui ensuite doivent
être échangés, rendus aux
Commissaires à nommer pour
la démarcation des limites,
et qui alors seront reconnus
pour véritables.

5.) Si lorsqu'on ti-
rera les lignes aux endroits,
ou il n'y a point des limites
naturelles, il arrivera qu'on
sépare un Village ou un
bourg, que les trois quarts

25
H. Lailuga av Relation
de Wapfau au
22 sur August 1773.
au N: 101

La moitié un tiers et
même une seule maison
passe sous la Domination,
d'une Puissance, l'autre
qui aurait la part plus
considérable ne doit pas
former des prétention à la
charge de la part moindre,
qui se trouve sous une autre
Domination.

Au Nom de la Délé-
gation
Antoine d'Ostrowsky
Evêque de la Liguie

11. Lailage au Ration
de Warshaw le 22^{me} Jan
Aoust 1773. au N^o 101
Reponse au. . . N^o 101

26.

La République de Pologne
reconnaissant à perpétuité
par le présent Traité de
Cession à ses prétentions sur
les Provinces revendiquées
par la Cour Impériale et
Royale, et l'usage des tit-
res et armes de ces mêmes Pro-
vinces supposant toujours
une prétention tacite, il
y auroit de la contradiction
dans un pareil usage con-
tre le sens même du Traité.

Toute Cession de pays
quelconque se faisant
toujours avec tous les ar-
chives, Documents, Chartres
et autres papiers publics,
qui regardent le pays cédé,
on se croit fondé en droit
de faire les mêmes deman-
des et s'il y a de l'impossi-
bilité d'obtenir les Documents
que les flammes ont consum-
mé, il n'en est pas moins
juste de demander ce que
qu'elles ont pu épargner
d'autant plus que la conser-
vation de ces papiers de-
vient inutile à la Répub-
lique, et très nécessaire

27
H. Bailly ad Relation
de M. de Montfaucon
Datée August 1773
au N. 101

Reponse ad num.

au nouveau gouvernement
des dits Provinces.

On se reserve pour-
tant encore de convenir dans
la suite au sujet de ces deux
point, de ce qu'il y a pourra
être modifié au gré de la
Delegation sans porter atteinte
aux droits de ma Cour, et
en attendant on pourra sim-
plement omettre dans l'article
second ce qui y est relatif

II. Lailaga au 9 Relation
No. 5. Wurtzbourg
22^e au Août 1773.

art. 101

28.
On demande à la Pologne
de remettre fidèlement tous
les Archives, documents, Char-
tres et autres papiers pub-
lies et particuliers ce qui re-
gardent les Provinces cédées
chose impossible par deux
motifs, l'un que par tant de
guerres et revolutions chez
nous tant de depots publics
de documents ont été la vic-
time des flammes et du Pil-
lage, et de l'autre, que comme
c'est d'un tems immemori-
ale, que la Republique a
posé de les Provinces, qui
sont occupées actuellement
les titres en grande par-
tie en remontent à la
fondation du Royaume,
dont l'Histoire est aussi
obscur, que celles des droits
primitifs de tous les
autres de l'Europe.

Au nom de la Délé-
gation
Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cracovie

M. Liliaga ad Relation
W. O. Warkand vus
Datum August 1779.
N^o 101

29.

Il est aussi exigé de nous,
de renoncer aux titres et aux
armes de Russie et des aut-
res pays, mais nous som-
mes autorisé d'y répondre,
que ces titres et ces armes
sont non seulement constatés
par la Possession de plusi-
ers siècles, mais aussi ont
été donné sans interruption
aux Rois de Pologne, dans
tous les actes publics par
la dernière Maison d'
Autriche. D'ailleurs il est
évident par tous les Trai-
tés antérieurs, soit de con-
quêtes, soit de cession, que
les titres et les armes sont
toujours restés aux posses-
seurs précédents, et qu'ainsi
si nous ne pouvons les pré-
miers être forcé à une con-
dition si neuve et si dure.

(Au nom de la)
Délégation

Antonin Ostrowsky

Evêque de Cujavie.

12. Lubna ad Polonian
vte Warsau du 22^{me}
August 1793 ad No 101

(30)

36

On croit pouvoir alléguer sur
l'article III du Traité projet-
té, qu'il paroît entièrement
superflu, car la Pologne ne
forme pas de prétension aux
Royaumes et l'Etats de la
seigneurie maison d'Aut-
riche, et elle se croit fort
heureuse, si la teneur du
Traité de Byczyna ou toute
ses possessions et notamment
les Provinces actuellement
occupées, sont garanties
le plus solennellement par
la seigneurie Maison d'
Autriche etait maintenu
dans toute son étendue.

Au nom de la De-
legation
Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cyariv.

12. Barlaam av Relation
des Whaffan² du 22^{me}
August 1773 ad No 104

Reponse ad 12^{eme}

31.

L'article troisième du Traité projeté pouvant paroître superflu pour le présent ne l'est pas pour le tems à venir, et cette precaution de renonciation reciproque est toujours usitée dans de pareils Traités.

Quant au Traité de Bycynar et autres il y a été déjà suffisamment répondu pour ne laisser aucun lieu à une nouvelle objection.

13 Bülagen av Relation
av Mr. Wartsen den
22den August 1773
Art. 101

32.

Nous soumettons à notre
postérité la plus heureuse
expérience de ce qui est
exprimé au commence-
ment d'article 18 du pro-
jet de Traité. Quant à ce
qui regard la Maroslie de
Lips, nous sommes fort
étonnés de voir, qu'elle
doit aussi passer sous la Do-
mination de Sa Majesté
Impériale et Royale, quoiqu'il
n'en soit pas fait mention
dans la Convention de Pe-
tersbourg, et que d'ailleurs
la destruction des droits de
la République sur cette sta-
rostie nouvellement publiée
et les assurances de Sa Ma-
jesté Impériale et Royale,
données au Roi dans sa
lettre de l'année 1771 fai-
soient espérer, que cette sta-
rostie restoit à la Pologne,
ou au moins, que la somme
liquidée seroit rembour-
sée à la République selon
la teneur de la Transac-
tion entre l'Empereur Sigis-
mond et Vladislas Jagellon.
Nous ne désespérons pas que
l'équité de Sa Majesté Imp.

13. Suilaya ar Palation
V^{te} Ostromsky shu
22^{me} August 1773
ad N^o 101

33.

et Royale nous fasse cette
justice, et nous prions que
les rentes de cette Starostie
soient payées au P^{re} Pon-
atowski Grand Chambellan
de la Couronne, Staroste de
Lips, depuis qu'il en a été de-
posé jusqu'au tems de la
ratification du Traité, et
que tout ce qui'on y a trou-
vé, a lui appartenant selon
l'inventaire à joint signé
par ce Prince, lui même
soit rendu.

Du nom de la Delegation

Antoine d'Ostromsky
Evêque de Gjarief.

Wien ad Relation des
Monseigneur du 22 Jan. 1773. N^o 104

34.

Copie de la Réponse de
Sa Majesté l'Impératrice
Reine Marie Thérèse
à Sa Majesté le Roi de
Pologne le 26 Janvier 1771.

Monseigneur mon frère, j'ai
été informée par le compte
que m'a rendu le Prince
de Kaunitz Pittberg du con-
tenu de la lettre, qu'on date
du 14 décembre lui a adressé
le Grand Chancelier de
Pologne Modzevski, que
lorsque Votre Majesté se
determinera à m'écrire, celle
que m'a été remise de la
part, datée du 20 Octobre.
Elle n'avoit aucune con-
naissance du contenu de la lettre
qui dès le 20 sept. dernier
sur cet objet avoir été écrite
par mon ordre au susdit
Grand Chancelier de Pologne.
Je ne pourrai rien dire
à Votre Majesté de plus éclairé
et de plus positif, que ce qui
Elle contient & je crois me
borner moyennant cela à
lui en faire parvenir un dup-
licat, par le voie de ce Mi-
nistre de la République, qui

Breclwyn ad Palatium
No. Montfaucon 22^{to} Ju-
lii 1773 ad No. 101

35

lui en rendra compte.
D'espérer qu'elle y verra,
que dans ce tems des troubles
et dans l'incertitude, où
on est sur la façon, dont
ils pourrout finir, j'ai
du faire, ce que j'ai fait
pour mettre mes droit à
couvert, et pour voir de toute
façon à la suite de mes
États. De la souhaite au
moins, et je me fais un
plaisir d'assurer en atten-
dant de nouveau Votre
Majesté que dès que la
Paix sera rétablie entre la
Russie, la Porte et le Roy-
aume de Pologne solide-
ment pacifié et resté dans
tout ses droit, je me pre-
lerai bien volontier à trai-
ter amiablement de l'ar-
rangement et de la deter-
mination de nos frontières
respectives dans cette par-
tie de Nos États, que comme
il est notoire y ont toujours
été jusqu'ici incertaines et
contestés entre mon Roy-
aume d'Hongrie de la
Pologne. Dès a present ce-
pendant je ne puis pas

5
Vasilovya ad Kalatium
Sto Martini du 28^{au}
Aoust 1773. adno 101

36

rien empêcher de déclarer à
Vôtre Majesté qui indépen-
damment de cette négocia-
tion en conséquence de
mon bon droit, j'ai compté
retraire aux conditions stipu-
lées dans le traité, le Dis-
trict de mon Royaume de
Hongrie comme sous le nom
de Zippas Kőrös avec toutes
ses dépendances. Je suis
bien sensible d'ailleurs à
tous les sentiments que
me témoigne Votre Majesté
dans la lettre qu'Elle m'écr-
it et je la prie de vou-
loir bien continuer à
me rendre la justice,
d'être persuadé, qu'ainsi
que sur mes principes
Elle peut compter sur l'a-
mitié avec la quelle
je suis

Monsieur

Mon frère

13. Luitpold as Relation
ad. Weyssau² den 22ten
August 1773. Nr 110/101.

Repons dat 13^{ten}.

37

La revendication de
la cidevant Starostie de
Nipe comme d'un simple
hypothèque etant de toute
autre nature que celle
des autres Provinces, ne
peut pas avoir lieu dans
la Convention, quoique la
justice est suffisamment
commue aux deux autres
Cours contractantes.

La declaration de la
Majeste Imperiale et
Royale touchant ses droits
sur cette Starostie est
de beaucoup inferieure à
celle qu'elle a faite par
rapport aux autres Pro-
vinces revendiquées, ainsi
que cela paroît par la
lettre même de la dite
Majeste annexée à la Note
de la Delegation, où elle
declare formellement, qu'en
conséquence de son bon droit
elle compte retrairre cette
Starostie aussi bien que
de traiter ensuite de l'ar-
rangement et de la deter-
mination des frontieres
respectifs moyennant une
negociation.

B. Luitprand ad Relation
W^{te} Marpfan^e du Ektan
August 1773. ad N^o 104
Réponse ad 13^{eme}.

38
(38)

Je dois être censé ignorer
la Deduction, dont il est
parlé ici, ne m'ayant pas
été remise, ny acceptable
peut-être à cause des ex-
pression peu menagées
à ce qu'on dit. J'ai de
la peine à croire qu'on
veuille encore mettre en
doute dans cette Deduc-
tion la ~~x~~ légitimité de
la Possession actuelle de
ma Cour après les preuves
incontestables de ses droits,
quoique vainement rai-
sonnés dans un sens, où
la République ne se croy-
oit pas tenue à les écou-
ter. Quant à la somme
hypothéquée elle ne peut
servir que d'un très petit
équivalent des prétentions
de ma Cour, et de son de-
dommagement, attendu que
pendant une puissance
de plus que deux siècles
le revenu annuel excédoit
la somme hypothéquée et
que déjà en 1436 dans
un Congrès tenu à Hoes-
mark entre Abigné -
Evêque

11. Knilvogn au Palatin
Vr. Wapfen von 22ten
August 1773 Nr 104
Reponse au 13^{eme}.

39.

de Cracovie et Jean Arche-
vêque de Strigonic les
Hongrois refusèrent pour
cette même raison de payer
la somme hypothéquée,
disant que la Possession
du Comté de Lips (etoit)
par la République étoit
usurpaire vu la modicité
de la somme hypothéquée
comparée au revenu.
Cette somme évaluée à
37000 florins par le Vice
Chancelier Okrowski, qui
n'avoit pas besoin de l'éta-
ger dans une lettre par-
ticulière au Grand Chan-
cellier, se trouvera encore
moindre par sa juste éva-
luation selon l'Ordonnance
du Roi Wenceslas de l'an-
née 1407 c'est à dire cinquie
ans avant la date de
l'instrument d'hypothèque,
et c'est par rapport à cette
Ordonnance qu'il y est
dit: Monetas novae à
compter 80 Gros de Prague,
ou de Bohême / ce qui est
absolument la même chose
au Mare.

13 Lailoga av Palatin
v^{ro} Wntfan d^{no} 22^{to}
August 1773 n^o 104
Réponse ad 13^{um}.

(40)

Ex Exemplari Tabula-
rum Provincialium Reg-
ni Bohemiae N^o 507. Sta-
tutum Regis Wenceslai
super moneta grossorum
latorum, ut ad centum
marcas argenti puri sexa-
ginta quatuor marcae
cupri addantur, et pro bo-
nis numis seu denariis
ad centum marcas argenti
puri 150 Marcae Cupri
datum 1407

Quant au rentes arrivées
ou trouvée dans la caisse,
ainsi qu'aux autres effets
de la Propriété de M^{re} le
Prince Poniatowski Grand
Chambellan de la Couronne,
Sa Majesté Impériale et
Royale et Apostolique
les lui fera remettre se-
lon l'inventaire qui en
sera fait à compter jusqu'
au jour de la Prise de
Possession.

Bulwyn ad Relation
H^o W^offm^o du 22^{me}
Aoust 1773. ad N^o 101

41

Note.

Le soussigné connoit trop
la grandeur d'ame et
la Clémence de Sa Majesté
l'Impératrice Reine, pour
ne pas espérer, qu'elle
daignera jeter un regard
favorable sur les très
humbles demandes exposées
ci après et contenant les
dommages très-considérables,
qu'il a soufferts depuis la
prise de possession de la
Baronnie de Lips par les
Troupes de Sa Majesté
Impériale et Royale.

1) Il se trouve pri-
vé de toute une année de
revenus qui importoit 16218
Ducats. La preuve en est,
que cette Baronnie a été)
été affermée pour cet terme
pendant 4 ans à M de
Gartenberg, qu'il a payé ré-
gulièrement tous les ans.

2) La note ci jointe
qui a été présentée à l'ad-
ministration autrichienne
et sur laquelle la dite ad-
ministration a donné un
reçu, prouve les différents
genres de dommages, que

Briloga ad Relation
St^e Warszawy du 22^{me}
Aoust 1773. Ad N^o 101

42

le soussigné a esuyés
quand cette Starostie a
été prise en possession
par les troupes de Sa Ma-
jesté Impériale Royale,
et qui monte à 12540
Ducats.

Ces deux articles
mis ensemble font la somme
de 28758 Ducats.

Et comme toute il-
lustre Delegation de Sa
Majesté Le Roi de la Ré-
publique de Pologne,
veut avoir la bonté de
s'interposer à faveur du sou-
signé, il se flatte que Son
Excellence Monsieur le Ba-
ron de Reviczky en qualité
de Ministre Plénipoten-
tière de LL. MM. PP. RR.
a agréé cette juste in-
stance et lui enverra
une réponse gracieuse de
Son Auguste Cour.

Le soussigné ne met
rien pour l'enrollement
et l'équipement de la
garnison de Lips, qui a été
pareillement prise par S. M.
Imp. Rof. ce qui pourroit faire
encore un article, qui vau-
roit un millier de Ducats

Varsovie le 14 Aoust 1773 Imp. Rof. ce qui pourroit faire
encore un article, qui vau-
roit un millier de Ducats
K. P. P. Poniatowsky

14. *Leipzig* an Relation
H. Hartmann den 22ten
August 1773. Nr. 101

43

L'article V. du Traité
projeté donne lieu de de-
mander, que lorsqu'on en
viendra de nommer des
Commissaires pour la démar-
cation des limites de la
part de la Majesté Impé-
riale et Royale et de la
Majesté le Roi et la Ré-
publique de Pologne, on
ne nomme pas plus de
Commissaire d'une part
que de l'autre, que l'in-
struction, qui doit leur
servir de règle, soit arran-
gée du concert des deux
autres parties et que l'é-
tablissement des limites
soit fait selon la justice et
sans que la force y ait la
moindre part et comme
les trois Cours agissent d'
un parfait concert au
sujet de la cession de la
part de la République de
Provinces, qu'elles ont occu-
pées, il seroit de même con-
venable, que lorsqu'on tire-
ra les frontières entre quel-
un) quelques unes de ces
trois puissances, il y ait
un Commissaire de la part

14. Axiologa at Relation
H^{te} Würzburg den 22ten
August 1773. an Meiner

44.

de chacune des deux
autres Cours, qui soit pré-
sent à la formation des
frontières, et qui soit av-
mi à discuter les diffé-
rences, s'il en survient.

Au nom de la Dé-
legation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Riga

Luibnyx at Kalation
D^{te} Wroclaw den 22^{ten}
August 1773 at 11^o jdr
at 14

45

Réponse

Il n'est que trop juste,
que lorsqu'on viendra à
la nomination des Com-
missaires pour la démar-
cation des limites, on ne
nomme pas plus de Com-
missaires d'une part que
de l'autre et que les Com-
missaires Polonois recoivent
leurs instructions de con-
cert avec les deux Parties
contractantes et qu'enfin
l'établissement des limites
soit fait selon la justice,
et sans que la force y
ait la moindre part.

Mais la présence de
Commissaires des deux
autres Cours seroit d'au-
tant plus superflu, que
les trois Cours agissant
de bonne foi, sont suffi-
samment liées par leurs
engagemens à l'observa-
tion de leur Convention
et qu'Elles y sont trop
intéressées pour ne pas
prendre Elles mêmes les
mesures les plus convenables
pour cet objet.

15. Lulowen ad Relation
H^o Wrotham Jan 22.
August 1773. art N^o 101.

46.

Vous ne doutons pas
tout comme que nous
désirons que la present
Traité soit garanti par
ces mêmes trois Puissances
alliées, ce qui dès à pré-
sent peut être assuré à
V^{re} Excellence par R^l.
E^l. des deux Ministres ses
Collègues.

En nom de la Délega-
tion

Antoine d'Estroffsky
Evêque de Cyjavié

15. Lailaga no Ralutation
H^e Wrotham no
22nd August 1773
at No 104.
no 15

47

Réponse

On peut assurer des
à présent leurs Excellences
et Messieurs le Délégués
que les présentes Traités
seront garanti par les
trois Puissances contrac-
tantes, réciproquement, ain-
si que chacun de leurs
Ministres en fera foi.

16. Listwa ad Palatium
adde Wroclaw skm
22 Jan August 1773
ad No 101

48

Comme on ne sauroit
insérer in Extensio dans
le present Traité tout ce,
qui a rapport au comerce
à l'avenir des deux Nations,
nous demandons avec in-
stance, qu'il y ait un
article à part, qui assure,
que tout ce, qui seroit ar-
rangé et stipulé a cet
égard avec la Cour Im-
périale et Royale par des
Traités et Conventions se-
parées, qui auront lieu
plus tard, aura la même
force et la même vali-
dité que si cela se trou-
voit mot à mot dans le
present traité.

Au nom de la Dé-
legation

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cracovie

16. Bailage ad Pala-
tion de Wunpfun den
22ten August 1773.
art 12/101
art 16

48
(49)

Réponse

Tout ce qui sera arran-
gé et stipulé à l'égard
du commerce entre les
deux Nations avec la
Cour Impériale et Ro-
yale par des Traités et
Conventions séparées, qui
auront lieu plus tard,
aura la même force et
valeur, que s'il se trou-
vait mot à mot inséré
dans le présent Traité.

17. Bailly au Ralm-
lion H^e M^{re} M^{re} M^{re}
du 22^{me} Brumaire 1773.
av^{re} M^{re} 101

50

50

Fondée sur toutes les
Déclarations antérieures
des trois Cours nous insis-
tons, qu'il y ait un ar-
ticle séparé, dans le-
quel il seroit stipulé,
que ce Traité n'aura
sa valeur, que lorsque la
forme future du gouver-
nement républicain de
la Pologne, ainsi que
tout ce qui y est relatif,
sera arrangé et réglé par
l'Entremise et sous la
garantie des trois Puif-
sances alliées pour rendre
la Nation heureuse et
tranquille.

Au nom de la Délé-
gation

Antoine d'Estroff
Evêque de Cracovie

17. Bailly et par Ral-
son N^e Wroffen^e M^e
22^e Jan^e 1773
Art N^e 101
art 17.

54
Réponse

Les vues vraiment patri-
otiques, qui font insis-
ter la Délégation avec tant
de soin, sur ce qu'il y ait
un article séparé, dans
lequel il soit stipulé, que
le Traité de Cession n'au-
ra sa valeur, que lorsque
la forme du future gou-
vernement républicain de
la Pologne sera arrangé
et réglé par l'entremise,
et sous la garantie des
trois Puissances contrac-
tantes, pour rendre la
nation heureuse et tran-
quille, seroient très
conformes au désir de ma
Cour, soigneuse de rétab-
li l'ordre et la tran-
quillité dans ce gouverne-
ment et de procurer le
bonheur de cette Nation
par une législation sage
et solide, s'il étoit compa-
tible avec sa dignité d'
assujettir un traité à des
conditions fait pour le
recouvrement de ses droits

17. Bailly's und Ratsli-
 ch des Stoffs der
 22ten Sitzung 1773
 Nr 101

(52.)

et de le faire dependre
 d'un evenement future.
 En échange les Declara-
 tions formelles et reite-
 rées remises par les Mi-
 nistres des trois Cours et
 l'article à inserer dans
 le premier Traité de la
 forme et sensur commu-
 niquées en dernier lieu
 par Son Excellence Monsieur
 le Maréchal de la Confé-
 dération sont des garants
 suffisans de l'intérêt,
 que prennent les trois
 Cours contractante à la
 future forme du gouver-
 nement à arranger par
 leur entremise.

18. Laitunga und Kaluti
on vte. Marckstein den
22ten Junij 1773
art No 101

53

Enfin nous stipulons,
comme une condition es-
sentielle et indispensable
par un article séparé
également assuré par la
Signature Ld. E. les
trois Ministres Plénip-
otentiaires, que quinze jours
après la ratification des
tous les différents Traités
et par conséquent de la
conclusion de la Diète ac-
tuelle toutes les Troupes
étrangères des trois Pui-
sances sortent entièrement
des limites des Etats de la
Republique de Pologne, sans
pouvoir y rester plus long-
temps, ni entrer jamais
à quelque titre ou sous
quelque prétexte que ce
soit.

Qu nom de la Délé-
gation

Antoine d'Ostrowski

Evêque de Lujavi

18. Lailuyn ar Kalu-
hon V^e Ploppan du
22^e au August 1773
Ar N^e 101
ar. 18^{um}

Réponse

La sortie des troupes
étant une suite naturelle
de la conclusion des Trai-
tes et de la Pacification
de la Pologne deux objet
principaux de la présente
Diète, je n'ai nulle diffi-
culté de promettre l'ac-
complissement en entier de
cet article sauf la requi-
sition préalable à faire
au Gouvernement pour l'en-
trée des troupes en cas de
besoin.

19. Lailouya av Ralor-
liri W. M. M. M. M. M.
22 kan Augist 1773.
ad N^o 101

55

Avant que de passer au
dernier article du projet
communiqué pour le Trai-
té et relatif à la future
ratification, nous espérons
que nos demandes reci-
proques pour les articles,
que nous croyons indispen-
sablement devoir être a-
joutés au présent Traité,
soient examinés, discutés et
reçu, nous les présentons
dans les feuilles suivantes.

Du nom de la Delega-
tion

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Ljaoie.

Priloga u d Kala-
hon We. Maroffin den
22 Jan August 1775.

N^o 101
Ad 19 et 20^{mum}

56
56

Réponse.

Si Quoique la Rus-
sion soit regardé comme
dependante de la Couronne
d'Hongrie, il ne s'ensuit
nullement, qu'elle soit gou-
vernée selon les loix et
la forme du gouvernement
de la Hongrie. Tant d'autres
pays dependants de la
même Couronne sous la Do-
mination de la serempine
Maison d'Autriche ne sont
point gouvernés comme la
Hongrie proprement dite
et ont des loix et une forme
de gouvernement particu-
lières. D'ailleurs l'auto-
rité souveraine ne se laisse
point prescrire des loix,
mais elle en donne a cha-
cun de ses Etats selon ce
que lui dicte la sagesse
de la legislation convenab-
lement à la sureté et à la
félicité de ses peuples avec
les rapports au bien de toute
la Monarchie.

Si les nouveaux su-
jets de la Cour Imperial et
Royale ne seront point

Breda en Palatin
V^{te} Joseph von
22ten August 1773.
Ad n^o 101

57.

gouvernés selon les loix
hongroises, et n'en seront
pas moins sous un gouver-
nement, heureux tel que
celui de tous les meilleurs
sujets de leurs Majestés
Impériale et Royales.

2) Le sort des prof-
fesseurs actuels des Sta-
rostie et autres biens Roy-
aux est connu par diffé-
rentes lettres patentes im-
mées du Gouvernement de
Leopol, et ce sort étant pour
effet de la (libal) libera-
lité de Sa Majesté Impé-
riale et Royale et Apostho-
lique sans donner un droit
au professeur il ne peut rien
être stipulé à ce sujet dans
le présent Traité, sauf
le titre que pourra se faire
un chacun d'aspirer ul-
térieurement à la genero-
sité si connue de Sa Ma-
jesté Impériale et Royale.

La grace, dont j'ai porté
moi-même la demande
au pied du Trône Impé-
rial pour M^r François
Richter decédé en dernier

Bischofs an Relation
Vr. Murrpfer den 22ten
Auguſt 1773. Nr 101

58

lieu, demandant pareille-
ment d'une Resolution gra-
tuite de ma Cour je ne
puis que me réserver l'
honneur de faire par en
son tems à Vos Excellences de
la Reponse, que j'en aurai
recue.

3) Les possesseurs
actuels auront la liberté
de vendre leurs terres dans
un tems convenu entre les
Cours avec exemption de
la Traite foraine.

4) La sortie d'ar-
gent étant prejudiciable
à tout pays, les citoyens
tant ecclésiastiques que
Seculiers, qui auront toute
leurs possession ou du moins
la plus grande partie sous
la Domination autrichi-
enne, ne pourront point
vivre sans une permission
expresse de la Cour hors
des pays de la dite Domi-
nation. Tous les autres
qui sont dans un cas con-
traire à celui-ci, ou que
leur charge actuelle at-
tache indispensablement
à la Pologne, ne seront pas

Snihlun ar Relation
de Wroclaw
22 Jan. 1773.
Ar No 101

58

59

assujettis à la même obligation sauf le pouvoir de ma Cour de faire des arrangements à leur égard qui seront les moins préjudiciables aux Etats autrichiens.

5) De contenu de ce point sera accordé en plein moyennant une parfaite reciprocité de la part de la République, ce qui s'entendra aussi de toutes les dettes en general de quelle nature, qu'elles puissent être, et il sera nécessaire d'établir à cet effet des Commissions chargées d'examiner l'état des dettes respectives des deux Etats, et d'en faire le bilan, pour que les dettes reciproques soient payées de part et d'autre avec une parfaite égalité, et que les créanciers Polonois ne puissent prétendre à l'acquiescement de leur prêt, qu'à mesure que (leur prêt) les dettes seront acquittées aux créanciers autrichiens; autrement la justice

Bailly au Palais
N^o 10075 an
22^{me} Brumaire 1779.
Art N^o 101

60
CO

surtout en fait des dettes
liquide etant chez nous
prompte et expeditive, elle
ne serviroit qu'à frustrer nos
propres créanciers par l'im-
puissance des sentences des
Tribunaux Polonois soust
sans vigueur et sous execu-
tion.

C). Les sentences des
Tribunaux Polonois portées
avant la prise de possession
de Leurs Majesté Imperiales
et Royales contre leurs nou-
veau sujetz seront mises en
exécution, sans le droit d'ap-
pel et de révision de procès
en faveur des requérans.

7 et 8) Les demandes
suivantes contenues dans
les N^o 7 et 8 pouvant être
nécessaires pour la tran-
quillité des Etats de la
Republique pourront être
signifiées et insérées même
dans les Traités de Casson
si les deux autres Ministres
des hautes Parties con-
tractantes y consentent.

9) Tous les droits
de la Souveraineté dans les

21

Bailly au Baron
von W. W. W. W. W.
22 Jan. 1773.
Q. N. 101

(Ci)

Provinces revendiquées
compétant et appartenant
à la Majesté Impériale
et Royale depuis le jour de
sa prise de possession, la
demande faisant l'objet
du N. 8 ne peut avoir lieu
que tout au plus jusqu'à
ce terme.

10) Quant au der-
nier article de cette Note
on pourra stipuler soit dans
un article à part, soit au-
rement, tout ce, qui peut
regarder l'arrangement
profitable aux deux Etats
touchant le cours de mo-
naies et espèces respecti-
ves.

W. Brilowicz et Relation
M. Warynski
22^{ème} August 1773.
Art. n^o 101

62

A l'exemple de tous les
Traites anciens et modernes
lorsqu'il s'agit d'une Cef-
sion des pays, il nous est
permis de stipuler par
le sort avenir des provinces
et leurs habitants, qui
passent sous la Domina-
tion d'autre Puissances,
c'est ce que nous penfer-
ment dans les articles sui-
vants.

1) Que le gouverne-
ment futur des provinces
occupees, soit selon des loix
d'Hongrie, puis que c'est
ce couronne qui pretend
y avoir droit excepte l'ator
et Oxovicim, qui rentrent
à la Silerie, et que les pri-
vileges de la Noblesse et
des villes soient conservés

2) Que les Maro-
tic et autres Biens Ryaux
restent à vie durant aux
Popeurs moderne avec l'an-
cien droit nommé quarta
et que l'on restitue, ce que
l'on a pris aux Marostes
actuels le restant dans
les dits biens ainsi que les

20. Brieflage an Palatin
H. Wurmser von
22ten August 1773.
Art. No 101

83
(63)

prétensions à la Marge
des païsans et comme la
Starostie de Nowotarg
a été achetée par feu Fran-
cois Richter Podstoli de
Cracovie de la défunte Prin-
cesse Radzivil Palatin de
Pologne grande Général de
Lituanie, la somme con-
sidérable pour l'achat
et les dépenses pour en aug-
menter considérablement
les revenus ont tellement
dérangé ses affaires, qu'il
a laissé beaucoup d'enfants
sans Bien, en vue de ces
circonstances il avoit ob-
tenu avant l'occupation
des provinces l'agrement
du Roi pour céder cette
Starostie pour son fils Ca-
simir, il ne fit pourtant
pas la cession, a cause,
que peu de tems après sur-
vint de changement de
Domination, et accablé du
chagrin, il mourut il y a
plus de 15 jours, c'est pour-
quoi nous prions par le
moyen de Votre Excellence
que la Majesté Impériale

20. Beilage zur Relation
Vr. Wawjan von
22ten August 1773
nr. 101

64.

et Royale ait des justes
égards de Comproission pour
les susdit Casimir Richter
et qu'Elle lui permette de
jouir sa vie durant de
cette Starostie ou au moins
qu'elle lui fasse rembour-
ser la somme, que son
père a payé pour l'achat
de la Starostie, pourque
par ce moyen il puisse
affranchir des dettes ses
Biens et ceux des ses frères.

3) Que les Citoyens
de Pologne, qui auront des
Biens dans les pays occu-
pés puissent jusqu'au
temps, qui sera concerté,
vendre leurs Biens sans
payer des droits de vente.

4) Que les Citoyens
Eccles. et Seculiers, qui au-
ront des Biens tant en
Pologne, que dans le pays
occupés ne soient pas ob-
ligés à l'hommage terri-
torial, qu'il ne soit pas
empêché de rester en Po-
logne, de s'y faire des
merites, par les dignités
ou les emplois, qu'il possè-
dent

20. Vasilovskaya ar Relation
Hr. Wapfart den 22. Jan
August 1773.
ar N: 104

38

65.

ou qu'ils pourront acqué-
rir, et qu'ils puissent de-
pendre les revenus des
Biens, qu'ils auront dans
les pays occupés là où ils
le voudront.

5. Que les Citoyens
Polonois, qui ont des som-
mes hypothéquées sur des
Terres passées sous la Do-
mination de Sa Majesté
Impériale et Royale et
veulent les retirer, n'en
soient pas empêchés au
contraire en cas que leurs
créanciers ne leurs pas-
soient exacte, qu'ils obti-
ennent toute la justice,
qui leur soit due.

6) Que les sentences
portées dans le Tribunal
de Pologne avant l'occu-
pation des provinces contre
des Citoyens, qui ont des
Biens, que dans le pays
appropriés au sujet des dettes
ou autre affaire soient mis
en exécution sans de lais-
ser par les Juridictions de
Sa Majesté Impériale
Royale.

20. Bailly au Relais
non N^e 1000
du 22 Jan. 1773.
ad N^e 101

(66)

7) Qu'à l'avenir on ne fasse plus de recues en Pologne sous aucun pre-
texte, qu'on n'exige plus de livraisons en aucune
manière, qu'il soit per-
mit d'acheter réciproque-
ment les munitions de
guerre en tems de paix,
et qu'il soit libre aux
habitants de passer d'un
pays à l'autre.

8) Qu'il y ait un
arrangement perpétuel
au sujet des procès civils
et criminels entre les su-
jets des deux Etats.

9) Que les re-
venus de la République
quelqueconques trouvés en
depots dans les Bureaux
lors de la prise de posses-
sion les arrerage antéri-
eures à cette prise de posses-
sion, et les revenus courants
depuis l'occupation jusqu'à
à ratification du Traité
soient exactement rendu
à la République, par les per-
sonnes, qui les adminis-
trant actuellement par

20. Büllets av Re-
lation des - Wurfen
den 22ten August 1773.
av n. 101

67

L'ordre de la Cour Em-
periale Royale.

10) Il faut fait
un article à part au su-
jet des Cours reciproques
d'espèces des Puissances
contractantes dans leur
pays.

Si il survient encore
quelques circonstances,
qu'il faille représenter
autre les points ci dessus,
la Delegation se reserve
le pouvoir de le faire
à Votre Excellence avant
qu'elle ait fait réponse
aux points ci-dessus.

Du nom de la Dele-
gation

Antoine d'Entrouven
Evêque de Cyaric

21. Bailly au Pala-
sin de Blansfort
den 22 Jan August 1773.
no 101

68

La Delegation en re-
mettant à V. E. ses de-
mandes comprises en
vingt points, aux quels
il doit être fait réponse
avant que la Cession
des pays de la Republic
occupés par S. M. Imp.
et Ry. soit signée, s'est
réservée le pouvoir de
faire encore avant le
jour de demain de repre-
sentations à V. E. si le cas
l'exigeoit et en consequence
non obstant ses represen-
tations déjà faites, que
sans ce, qu'on a trouvé de
restant dans les Biens
Royaux, de même que les
revenus à compter jus qu'à
la Ratification du Traité
present doit remis à ceux,
qui ont été possesseurs de
ces Biens Domaniaux de
S. M. le Roi communiqué
à V. E. la specification
de tout ce, que le Trésor
du Roi peut reclamer
avec justice provenant
tant des Salines, que des
Biens domaniaux soumis

21. Büllynge ad Ra-
lation des Westfalen
den 22ten August 1773.
ad N. 101

69

à la Domination de Sa
Majesté Impériale Royale,
et comme elle ne peut,
que se promettre une ré-
ponse favorable, Elle vous
prie de la donner incef-
samment.

Au nom de la Délé-
gation

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Ryavie.

70.
Burling a ad Relativum
W^e Wrothman - van
22 Jan Brugus 1773.
ad N^o 101
ad 21

Réponse

Je répète ici simplement
ce que j'ai dit plusieurs
fois cy dessus a sçavoir
que tous les arrérages se-
ront remis à compter
jusqu'au jour de la Prise
de Possession. L'inventaire
joint à cette Note, ou
un autre semblable a
déjà été antérieurement
envoyé par moi en Cour,
ainsi que j'y enverrai
encore celui-cy pour plus
d'exactitude.

11. Bailly ad Relationem
Sr. Wroclaw 22 Jan
Aug 1773.

Art N° 104

Repones à la suite des
representations de la
Delegation sur le Projet
du Traité de Cession de
puis N° 4 jusqu'à N° 21.
art 4 et 5 lun.

Reponse

La gradation progressive des demandes contenues dans ces deux articles montre clairement, combien peu la Delegation elle-même se croyoit fondée dans ses esperances au sujet de la restitution des Salines de Wieliczka et de Sambor. De plus donc simplement et sans en arreter sur l'incompétence de cette demande, ainsi que sur elle du remboursement des dettes et intérêts assignés sur les dites Salines incompatible avec la propriété absolue et exempte de toute charge de la Cour Imperiale et Royale, laquelle ne pourra point en-
traîner

W. P.
Bisbaya av Relationum
ad² Electorem Ven
22 Jan August 1773.
ad N^o 104.

72

La ruine de créanciers, vu
que la compensation des
revenus Royaux supplée-
ra en entier au fonds perdus
par la privation des Salines.
Il en est, de même du Su-
chednowa, ou les sels four-
nis gratuitement aux Pa-
latinats, toutes obligations
et conditions, qui pourroient
lier les Rois de Pologne en-
vers ses sujets devant na-
turellement cesser par le
changement d'une nouvelle
Domination.

Pour ce qui est, des
arrérages trouvés lors de la
prise de possession de Sa
Majesté Impériale Roy-
ale, Apostolique ils se-
ront fidèlement remis à
Sa Majesté le Roi de Po-
logne.

Il y a plus d'un
siècle heureux en Europe
sans avoir du sel de son
crû, mais si cette porte
pouvoit exciter les regrets

11. Basileus ad Relationem
W^o Marquini dnu 22.
Augusti 1773 nr 112101

(73)

citoyens Polonois, il n'en seroit pas moins vrai, que les sujets de la Republique pourront avoir les mêmes sels à un prix plus modique que ne l'ont peut-être la plus part d'autres sujets en Europe, et qu'outre ce bon marché pour les particuliers l'Etat y trouvera encore son compte pour fournir à une Régale très considérable.

J'ai déclaré en d'autres occasions, et déclare encore sur des assurances positives, que j'ai reçu à ce sujet, que vu le débit present on pourra toujours avoir avoir le sel chez nous au prix qu'il s'y débit actuellement sur les lieux et qu'à proportion plus grand débit on pourra l'avoir encore à meilleur marché. Les autres facilités et avantages à promettre à l'Etat et au sujet de la Republique seront

II. Bailly au Relatif
No. Württemberg
22^{den} August 1773
art No 104

74.

arrangés et stipulés de la manière la plus souhaitable pour les intérêts de la Pologne dans un Traité ou Convention séparée de la même force et valeur que le présent Traité.

Pour ce qui est de la prétension, que pourroient avec les Princes Lubomirski sur les dites Salines, l'Etat de la République, renonçant à ses droits, les droits quelconque des particuliers sont compris a plus forte raison dans cette renonciation et ils ne sauroient être soutenus dans une Monarchie, où toutes les Salines du Royaume forment une Régale réservée au seul Souverain.

En reste je ne puis que repeter icy, que le terme fixé pour la conclusion des Traité de Cession ne permet plus aucune représentation particulière

11. Biedingh et Ra-
lacion de Wroffm
du 22^{de} Jan. 1773
at No. 101

25

75

à faire directement à
maître pour en recevoir
des nouveaux ordres, dont
l'attente causeroit neces-
sairement un retardement
dans l'arrangement final
et définitif

P.

Extract

			Fr.	Gr.
<p>Der jüdische Finanzmann sowohl als auch der Rammanten Auf den Aktien zu Wiedelstein von Krakau Salz</p>				
537	große Stücke zu 3 fad zusammen faden	4611		
4068	Klein etc. à 1.	4068		
	faden in Natura	8937 1/2		
	Summa	14610 1/2		
	à 35 $\frac{1}{2}$ 24 Gr.		523270	21
<p><u>Der jüdische Finanzmann</u></p>				
2581	große Stücke à 3 fad zusammen	7743		
1858	Klein " à 1	1858		
	faden in Natura	1602		
1	fad Grisbüll-Salz	11203	374927	2
	"		110	
	in constanti		3189	28. 14 3/4
	In rückstehenden Debitis		97784	25. 10 1/4
<p>Auf den Bochniner Werten ist restirt</p>				
24	fad Bochnier à 35 $\frac{1}{2}$ 24 Gr.		895	6
	am Constanti		33103	27. 9
	In rückstehenden Debitis		3622	1. 6
	Summa		1,036,867	22. 4 1/2
<p>Der jüdische Finanzmann von den Aktien zu Wiedelstein mit Bochnier bezieht</p>				
	Summa		1,930,728	
			2,967,595	22. 4 1/2
<p><u>Der Lehnwirth Sambor.</u></p>				
<p>Der von Rammanten und Pol, faden, Kottische und anderen Mitternachten, so in der Tabelle der faden Jahre K.K. Compagnie vom 1sten December 1772 vergraben befindet sind die an der mit Halle müssen bezieht werden nach act Juni 1772 restirt in Constanti</p>				
	In rückstehenden Debitis		66413	22. 15
			139,580	20. 9
<p>37508 fad Sambor Salz, so durch Abrechnung Kaiser Leonore nicht sind defunctiv wor. den à 18 $\frac{1}{2}$ 3 fad</p>				
	Summa		675144	
	Der jüdische Finanzmann bezieht		881,138	13. 6
	Summa		720,000	
			1,001,138	13. 6

2

In der Krakauer Wielkorszady und der Economie Niepolomice.				
Vor unterpfandlicher Reparatur im Krakauer Schloss ist auf Befehl des K. K. Commandanten, des von Revenuen und Wielkorszady stehenden - - - - -			2497	
B. M. ist auf dessen Befehl, von Bratker Piffa, Pfeilen, Pfeilen und Pfeilspitzen von den Pfeilen, Pfeilen von diesen Revenuen bezugs - - - - -			752	23
Wegen der geygenen Cordon des K. K. öfter. Truppen ist von geygenen und von den Gütern der Wielkorszady und der Economie Niepolomice geygenen Gütern und Abgaben davon nicht abgezogen - - - - -			66181	13. 10 3/4
Summa d. Revenuen			63,431	6. 10 3/4
Die jährliche Summe von den Wielkorszady und der Economie Niepolomice nach Abzug der Summe von diesen Gütern, so davon restirt beträgt - - - - -			222125	
Summa			285556	6. 10 3/4

In der Economie Sandomir

Die jährliche Summe von diesen in K. K. Mannschaften Cordon eingezogenen 4 Pfeilen genannt Truppen, Ranzow, Niskow und Laryce beträgt - - - - -			123,000	
Vor der Versteigerung 1742 so ist von den Revenuen in der Vice-Administrations-Casse, an Contanti verbleibt B. M. Pfeilspitzen, bei den Gütern, so die Pfeilspitzen erfüllen - - - - -			1599	

Summa

Repetitio			125771	
Die jährliche Summe sowohl als d. Rammanten, auf den Cordon zu Wieliczka und Bochnia - - - - -			2,967,595	22. 4 1/2
In der Economie Sandomir - - - - -			1,601,138	13. 6
In der Eo Niepolomice und Krakauer Wielkorszady - - - - -			285,556	6 10 3/4
In der Economie Sandomir			125,771	
			4,980,061	12 3/4

3.

In Prüfung über alle unsere Remananten, so auf den
Zuspen zu Wicherka, Bochnia, Sambor mysl. in den Econo-
mien von Wilkhorzady, Niepolomice, Sambor mit Sen-
domir geliebten als zu Wicher von den großen Pulgysfäden
mit der Kräfte, so unter das Thierleben haben, so die
Erklärung eines neuen Versuches in Niepolomice, mysl.
der Holz-Thierleben zu Przykop mit der allen Ge-
wisse mit Malachia, so auf den Zuspen mit Thier-
leben erhalten, aller Gütern, Kuchens, Thierleben-Ge-
wisse, Onverbaren-Stücke, Blei mit Thier, aller Lini-
Gewisse so in Liniensfäden befindlich gewesen mit verwen-
deten werden, da aber verfahren der Regierung Ihre
Königliche Majestät ungeschickt worden sind, ist dem Kö-
niglichen Rathe der Constitution 1768 fol. 182 die Bonifi-
cation bestätigt und festgesetzt worden, weshalb diese
Remanante durch Commissionen von beiden Seiten von Ort und
Stelle untersucht und verificiert werden müssen.

Die abhandlungen Pulgysfäden sind die-
sem Rathe durch eine Commission bestätigt worden, wei-
ten Ihre Majestät die Remanente nach dem Tode
des hochwürdigsten Königs Auguste II. dem Fürst von
T. C. dem Herrn Kron-Grand-Platzmeister Grafen
von Wessel dergleichen bonificiert und begünstigt hat

1773 N 101

Rowley

August 1773
Relation aus Warschau.
an No 101

(76)

D. Der obigen Wichtigkeit wohl
ist nicht anders als Mißtrauen
an den Plan wegen der Gränz-
sachen überhaupt. Vonderhof
aber ist für wegen der final
Demarkation bekümmert, wie
solches der C. de Kuntz von
Vorstellungen geringsten zei-
get. Ich habe es daher auf
nicht gewagt, nur so man
Antwort in einige Erläuterun-
gen hinterlassen muß, um
alle desfallsigen Discussionen
zu vermeiden, welche wegen
Aufsätzen bei dem Russischen
Minister hatten entstehen könn-
ten. Der in dieser Sache
sehr aufmerksam und kri-
tisch zu sein pflegt
und immer die strengste
Beobachtung der Conventions
Gränzen von seiner Seite an-
zusehen. Gleichwohl habe
ich einigen Nachsicht Dele-
gaten unsern klaren Worten
Pflicht von den wahren
Absicht der Convention
in Bezug unsern Gränzen
gegeben, ob wir für auf
uns dann passenden Gränz-
Comparationen zu verfahren

August 1773.
Relation aus Warschau
ad N: 101

84

77

unter angedruckter In-
struction vorzulegen ist.

E.) In Regulierung der
Kön. preussischen Grenzschlei-
dungen und der preussischen
Grenzschleiden, werden folgende
Aufgaben nach großen und klei-
nen langwierigen Beschrei-
bungen vorgegeben, wofür
Seine Königl. Majestät, Ihre
Gnaden vorerwähnt mit der
für Aufzeichnung eines Tages
der Convention beistehenden
Unterlagen versehen waren.

Ihre fürstlichen
Gnaden haben Befehl ge-
geben, habe ich den Herrn
Berwick gelagert, das ist mit
auf dem preussischen Gebiet
machen lassen, wenn der
König sein Volk wegen
seiner desfallsigen Absichten
in ein näheres freies Land,
mit mit und gutachten, was
mit für einem Traktat
sich zum nächsten gegenwärti-
gen Unterstützung, welche er
für den preussischen angestrichen
beurteilt bezeugt hatte, so wäre
es vielleicht möglich gewesen
sein

August 1773.
Relation aus Warschau
an Neid

75
78

mit Herzogin von Leuchten zu
unserer Hof zu einem ge-
fälligen Besuche zu kommen.
Graf Benoit hat mir
aufmerksamst zugehört. Dabei
sind seine Pläne in der neuen
Leuchten Verwaltung, die
er die mit der Frau Galassa
na Galassauft betrautet,
sich aber der König sein
für mich etwas von einer
solchen gegenwärtigen Be-
stimmung gütlich zu stellen.

Der Kaiser der Kaiser-
ring der Grafen Benoit wird
nirgendes sein Traktat der
nämliche sein. Wenn sich
wird von dem Grafen von
Edelsheim über fürstlichen
Gnaden zu seiner Zeit mitge-
teilt worden, mit allgemei-
ner Abänderung der ge-
ten Artikel. Ich verhoffe
nach den neuen Conventi-
ons-Grundsätzen - Bestimmungen
eingesetzt werden wird.

Dem Befehl der Kön-
iglichen Regierung und der
Aufhebung der Emigranten
hat Graf Benoit schon ant-
wortet, mir zwar durch die
Einsendung gewisser Arti-
kel des Melanischen

August 1773.
Relation aus Warschau
Nr. 101

79 79

Traktat, welches zwischen
unsern prinzipiellen Feinden
in Rußland geschlossen worden.

H.) Sonst haben
uns die Deputierte anwesend
angenommen, und dieselben
wünschtenswerthe Versicherun-
gen, daß der Republik
Polen ihre übrigen Leiben-
den Länder mit Beistün-
den von allen vollen Mäch-
ten garantirt werden
mochten.

Da aber dieses Be-
gehren von Wichtigkeit ist,
so habe ich mich Mühe
Euer Fürstlichen Gnaden
dieser Befehle hierüber
mit annehmlicher Kurie zu-
schieben lassen und auszu-
sagen.

Der Herr von Sack-
burg ist seiner Zeit zu Be-
willigung dieses Gewissens-
sungsbeschlusses und
sogar mit der Form eines
Brennens abzusatzenden Ar-
tikels versehen in fall die-
se mit contrahiren dann
sich sich zu einem glücken
eindeutigen.

H.) Bei der Frage
wegen der Zurückstellung

August 1773.
Relation aus Warschau
ad N^o 101

80

Vorjüngau frühmorgens, der
Republik und der königlichen
Güter, welche in den Casen
bei der Aufzeichnung der
revidirten Häuser vorge-
führt worden, sah die De-
legation sammt uns zu wissen
verlangt, ob auf wascher
eigentlichen Tag diese Zu-
rückstellung geschehen werde?
Infolge auf der Delegation
ihren Ansinnen bei auf den
Tag der Unterzeichnung
des Cession-Contractes, aber
auf meine darauf erfolgte
ganz abfällige Antwort
bei auf den Tag der öffentli-
chen Aufzeichnung und
vorgeworren Universalien
oder bei zu dem neuen Kahlen-
mabkanten Tag der Un-
terzeichnung der Petersburger
Convention?

Auf diese aber
habe ich mich nur auf
Keine bestimmte Zeit geäu-
ßert. Freier von Stackel-
berg hingegen ist geantwortet,
den Tag der publicirten Auf-
zeichnung für den Termin
der Zurückstellung abzu-
setzen. Arréragu fassungs-

August 1773.
Relation aus Warschau
an N^o 104

89

I) In Betreff der
Haußbesetzung für den
Zippen Distrikt hatte ich
zwar mittelst meiner auf
den 13ten Punkt der pol-
nischen Vorstellungen ab-
gegebenen Antwort, alle
Nothwendigkeiten fast über-
sehen zu haben; Zugewin-
nen wollen verschiedene
gütigstimmte Passen mich
überreden, daß uns sehr
wenig nützlicher Zurück-
nahme von Zips in der
Folge der Güten unserer
allerböchsten Hof nachsich-
tig sein könnten, mit
großem Vergnügen nach der Zu-
rückgabe von Zips wieder
ausgesprochen worden
würde, solange durch damit
erknüpften Verbindungen
der freigebliebenen kein Ge-
nüge gegeben. Dies wird
wegen der Meinung, daß
die Abgabe mit Anse-
hung uns noch so klein
schmerzhaftem Grund-
besitzern in künftigen
Gütern allen frommen pol-
nischen Ausprüchen und Re-
clamationen vorzuziehen wird
er

August 1773.
Relation aus Warschau
Nr 101

82

Der Kronkammer-
herr Fürst Poniatowski
hoffte zwar noch immer von
der Gnade allerhöchster Thron-
kais. Kön. apost. Majestät
einige Aufhebung für
den Zins der Karoste zu er-
langen, indessen ist es der
selben demalen bloß um die
Zurückzahlung der vorrä-
thigen Geldes, mit andern
bei der Aufhebung davor
vorgeschickten Effecten
u. s. w. Um mich auf den
Inhalt des P. S. zu Euer
fürstlichen Gnaden zu-
gang zu bringen, sende ich
Zusatz zu kommen, so
ist es von dem päpstlichen
Jeronimus verfaßten
Aufsatz der Religions- Ange-
legenheiten betrefft, in
welchem der Herr Marquis
gar zu sehr gegen die fran-
zösischen Gerichte, auch
die Regenten vorstehen
gegenwärtig hat einfließen
lassen ganz außer dem
Traktat, gebildet; Und
sich ist mir begreiflich auf
den Stand Punkt der

August 1773.
Relation aus Warpsau
nr. 101

90

(83)

Unfalligen Befehl der
Delegation auf uns in An-
sehung der Communitäten
Privilegien etc. der Kaiser-
lichen Gnädigkeit der all-
erhöchsten Souveränität
mündlichste Art zu (ant-
worten) antworten. Dem
Herrn Garampi hingegen
habe ich die Unschicklichkeit
seiner ausgesprochenen Aufsät-
ze jedoch auf eine formid-
bare Weise vortragen
lassen, bei aber von ihm
selben auf das feischliche
verworfen worden, worin er
damit im geringsten keine
offene Meinung, denen
allerhöchsten Rechten vor-
zugreifen, streichen, von
den die Einhaltung dieses
Aufsatzes in dem Traktat
selbst in der Absicht gewor-
den hätte, damit die zwei
andern Jota auf die gleichen
Verbindungen zum Nutzen
der Religion und der Katho-
liken einzugehen be-
wogen sein könnten.

Zum Vortheil der
Disidenten ist von denen
Delegierten kein Befehl zu

August 1773.

Relation aus Warschau
ad Nr 101

84.

mir gegeben und habe ich
also auf mich so lieber bloß
auf den letzteren jenen Requi-
sition geantwortet.

Dem freiherrn von
Hackenberg und Mr. De-
noit habe ich erklärt, daß
der Religions-Vorstellung ge-
genständig seien und mit der
man sich nicht befriedigen
kann. Disidenten nach Maß vor-
gesetzt worden würde, als
in denen man akquirierten an-
weisen und praußischen
Staaten mehr oder weniger
günstige Behandlung gegen
die Katholiken statt finden.

(P.). Dem freiherrn Gra-
fen von Bergen habe ich
mit dem christlichen Ge-
wissen ausgegangen mich mit
allen möglichsten, Kunststücken
Künsten und Belästigungen
sowohl überhaupt in Auf-
hebung der Vorurtheile zwi-
schen beiden Nationen Beschäfti-
gen und Pöbeln zu zer-
stören nützlichen Gerecht-
zungen, als vornehmlichsten
die Einweisung der künftigen
Calamitätszeiten, wegen
welchen die gesammten christ-
lichen

August 1773.
Relation aus Warschau
an No 101

83

Unterthanigen allfälligen
Erdbeben, Prophezeien zu
wollen. 11. 1

August 1773.
Relation aus Warschau
nr 101

worben könnten, allwo
die Preußen nachsuchen
würden selbe zu überführen,
dann befohlen König das
sogenannte kleine Distrikt
behauptete unter Waaren
muss einmal bis nach Thor,
ohne in preussische Hände
zu fallen gesucht werden kön-
ten. Es scheint nun als ob
dieser Gefangene nicht der
Königs-Liebling sei, wa-
rensondern preuss. Majestät
so rief auf den Befehl des
benannten Distrikts Befehl
D 1 - - -

III. Ludwig, an Palatin
v. Warsau den 22ten
August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

87

Auszug

aus dem Historischen und Thoren
vom 11ten August 1773.

Es ist den Zollkammern
von der Kammer bei Jordan
unterhalb Thoren, nebst
unter verschiedenen Aufsicht,
um neuen eigentlichen Haupt-
Zollkammer, da sie unter
polnischer Aufsicht, bloß in für-
derzeitigen vorläufigen
Controllkammer von der ur-
alten Kammer - Haupt-
Kammer zu Kiewawa, die
oberhalb Thoren liegt, gewor-
den. Auf bloßen Befehl
habe ich mich begeben und
Kammern besichtigt und ge-
sehen in Kiewawa abgetheilt
worden. Obwohl, da die
Controllkammer zu Jordan
abgesperrt, daß aber in Jordan
begeht hatte nicht erlaubt
in Kiewawa zu befragen ha-
ben, so war die Sache in Kie-
wawa begeben, nicht in
Jordan zu befragen fallen
und daher nur in Jordan

/////. Einlage an Kalas-
on Nr. Warschau den
22ten August 1773 Nr. 101

zum Beweis man habe den
Niesawaer Zoll nicht verlassen,
da Quittung von Niesawa
aufgekauft worden. Niesawa
dennoch immer unter dem
selben Herrn, dem Könige und
der Republik Pohlen, Jordan
und Niesawa war, so wie
es seit immer an Zoll in
Niesawa oder Jordan be-
zahlt: angestanden aber da Jo-
dan an den König von Preu-
ßen und Niesawa an Polen
gehört, so wie es auch
Preußen die Jordauer polni-
sche Kontroll-Kammer zu
unser preussische Haupt-
Zoll-Kammer nach ein-
zwelfacher Markpf-Zoll so
wohl in Jordan, als in Nie-
sawa bezahlt, und wenn
man nur dazu kommt,
da obwarum Preussen schon
bevor in Danziger Hafen
mit bei den angestanden ac-
cisen mit Danzig herum
als auf in Pöläner Hafen
mit in Hafenwasser von El-
bing nicht ein geringes an Zoll

Barlugs ad An
lation des Marfain
den 22 Jan Brunsch 1773.
Art No 101

unmündig, so, wenn man
man wefswider in Jordan
Zoll nimmt, wird ein nuf
und von Kaftungsfurder Ma-
ra allem von Preußen mit
einem vierfachen Zoll ge-
mitget, da Polen inbrucht
und ein in Nießawa
mit die von ficher hat, die
meistens Zolls abax alle
rot ganz frisch find, daß der
Zoll wenn einmal bewoh
in Danziger Lafen das
Offahgalt, oder wenn ab da
zu kommen felte ein gewif
es gefährlich von Preußen
zugafat worden, und abax,
so in Polen einmal der preu-
ßische Zoll antrifft wor-
den, da ein Marfchal mit
Nogats mit Gaf in dem fuppi-
gen polnischen Preußen, nun
auf an den Königen von Preu-
ßen gehören, weiter mit-
gand weiter in flücht, nuf
im Danzig herum, nuf in
Jordan, wefswider das
geringfte nuf antrifft

/// *Vertrag von Kala-*
bei der Wiederaufbau
22ten August 1773 Nr. 101

worben sollte, und auf oben
angeführten Gründen, ver-
pflichtet Jordan anzugeben
junge und junge Ramin Kam-
mer nicht haben dürfen,
wenn mangelnde Pohlen
auf der Kontroll-Kammer
zu Jordan am wegen der
Entscheidung auf der Land-
Kammer zu Niedersawasser
zu sein, fallen nur benötig-
ten falls das Gekörige und,
wissen müssen, so hat doch
mit kein preussischer (Kammer)
Kaufmann oder Besitzer in
in Jordan hatten noch was
zahlen dürfen, weil die
Lande Ramin durch das
Privilegium Einkommen,
mit welcher solch fundiert
mit angebaut werden, wenn
allam und jedem Fall zu Kasse
mit zu Kunde aufwende
Güter frei abzurufen war.
den mit über 500 Tausend lang
mit abgesetzt galtfrei bis
auf den heutigen Tag verhal-
ten haben, in dem kaiserlichen
Kaiser Friedrich den III. Kurz

/// Luthers ad Relation
No. Wurttem den 22ten
August 1773 ad No. 101

König von der Maximilianen
ersten Regierung a 1752 den
Landen Preussen solche mit
anderen freilichen beständig
hat, mit mit solchen Preussen
in Pohlen sich ergeben mit
auch solche freundlich erhalten
bekommen hat. In dem zu
folgen, da Thorn die älteste
mit diese Stadt in Preussen,
selbst oberhalb Loden ge-
gen ist, hat diese Stadt der-
nach mit bis zu den 13ten
September 1772 den geringsten
Zoll in Loden so wenig als
andere nicht gezahlt. Allein
angest. hilft die Stadt Thorn
ihren 500 jährigen Zollfreiheit
nicht mehr. Da wird in Loden
auf den ständigen Haupt-
Kammern unterhalten mit
mit den ständigen Zoll ohne
alle Lastenfreiheit bezahlen,
weshalb sie notwendig zu
Geldern gehen muß, weil,
hundert auf die Zollfreiheit,
darüber sie für die polnischen
Kadetten so einen großen Vor-
zug gehabt, wenn man sie

Eintrag in Relation
des Wapfens von 22. Jan
August 1773 as N^o 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

92

so gut wie die polnische Stadt
von Jell in Jordan unterwor-
fen sein sollte, selbst nicht
mehr denjenigen vorzuziehen
Handel treiben könnten, was
für sie bisher zu noch allzu-
niger Erhaltung ihres Wohl-
standes hat führen können.

Es ist dieses Schicksal
für Thorn nur so viel mehr
wachtend, wenn selbst der
König von Preußen bei der
Ankunft fürstlich des Gen-
eral-Gottes in Polen in einer
eigenen auf in Druck setzten
neuen Memoire im Monat
Oktober 1765 durch seinen
Minister in Polen des Jellfons
hieß zu Wapfensinigen Lande
für alle diejenigen, die in
weder des Landes sind, so

Preußen ausmacht, gegen
Polen sogar behaupten lassen.

Nach ist es nur dieses An-
sehung mit Geld der Stadt
Thorn nicht genug. Es war-
den sogar ganz Handlings-
Artikel nicht mehr auf der
preussischen Wapfel nur

11111 Anlage an Relation
an Wartsam den 22. Jan
August 1773. ad N^o 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV

93

Polen durchzuführen, wo
es ihr noch anders solan
bat. Von Salz, Alaun, Eisen
und Leinwand ist es schon be
kannt, das solches nicht
mehr von weiterwärts her
nach Polen gebracht werden
soll, als von preussischen
Compagnien, und Orben
so wie auf mit oben solches
Zwang Macht, Mollen und
Holz aus Polen eingekauft
werden eingeführt und ver
kauft werden soll als an
die preussischen Compagni
en mit Hinterlegung. Man
hatte indessen von dem schon
in preussischen Landen ver
kauften überaus viel Tabak
noch gekauft, das doch
solches sehr stark Land auf
Boden und Polen durch
zuführen wenigstens solan
sein sollte, weil auf demselben
alle Handels-Artikel aus
der Fremde auf gleichem Ort
nach Polen zu schicken mö
glichst werden könnten und
endlich keine Gemeinschaft

191
Beilagen ad Relation
des Wartschauer 22^{ten}
März 1773 ad N^o 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

94

mit andern Völkern in
der Handlung zu so vielen
Menschen Untergang mehr
kann haben würde. Allein
man hat sich gewöhnt.

Hiß und darf ein fremder
Tabak auf nicht einmal
noch gekostet werden, son-
dern sogar wird es, so
selten durchgeführt mit der
speckeligen Goldkrone
zum Verkauf auf einmal
belagert. Dies ist einem
Thorn Kaufmann namens
Hall schon Tugan in London
begegnet, und sollte sich so
bleiben mit gar massenhaft
gekauften Können, so dürfte
sich mit noch ein wenig,
mal gekaufte man zwar auf
die Art, wie es diesmal an
Hülften mit nützlichen
gekauft, so ist ganz Thorn
in ein verwundenes Netz sehr
gekauft und ohne Rückkehr
verwandelt.

Dieser wichtige Sachverhalt
kann sich also.

Zu Danziger Kaufmann

Beilage an Relation
Hr. Warpfen' den 22ten
August 1773. Art. No. 104

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

95

Kammer Jona, welche
auf das Schiff des
Thorn Kaufmanns Gall,
so von Danzig nach Thorn
abgeht, mitten unter den
Fässern von Syris und
Zucker auch gewissens
Tabak, wie solches erst in
Thorn ausgelesen wird also
in den Staaten von Preußen
vorwiegend aller fremde Ta-
bak nachzuforschen, Kammern ge-
brauch derselben zu machen.
Sorgfältig ist das Schiff
nach Jordan Kommt, wo
man eine besondere Haupt-
Kammer angelagert ist, und
die Gelbdrucke und alle
sonstigen Unbequemlichkeiten
mit Begleitung der Offizier-
Reise die Revision vorzunehmen,
mit den zwei Fässern Tabak
finden, so aller Vorstellungen
inmacht, daß dieses Ta-
bak nur transito (dies)
nach Polen nach Thorn ab-
geht, wird nicht nur die-
ser Tabak, sondern die gan-
ze übrige Schiff-Ladung

Beilage ad Relation
 des Wapfens des 22ten
 August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
 und
 STAATSARCHIV.

(96)

warum so viele protestanten
 Kaufleute Thier haben, con-
 fiscirte und sequestriert
 bei ihrem die auferlegte
 Strafe bezahlt sein würde,
 welche man ganz zum Lohne
 um fünf oder zehn Tausend Ta-
 bak auf 36000 Rthl. oder
 12000 Ducaten angeschafft
 und damit solche bezahlt
 wurde den Thömer Kauf-
 mann Sell, der auf diesem
 Terrain Thier war, in Anse-
 hung und seinen nicht ohne
 freigeschafften, bei dem Thömer
 und mit dem ungeschulten
 Vermögen des Thierhofs ge-
 bracht worden, dass er sich
 zu jedem Zeit stellen wollte
 in Jordan, wenn diese Thier
 sein Eigentum sofort
 würde. Es ist zwar von
 Seiten der Regierung in
 Thömer allenthalben, da wo
 es bedenklich zu sein möchte Vor-
 sorge mit Vorkehrung
 getroffen weil ja transen-
 der alle Weiden durch den
 Land zu führen, dass die na-
 chste

Beilage ad Relation
H^r Warffum den 22.
Jungius 1773. ad N^o 101

HAUS HOF
und
STAATSARCHIV.

97

Freisil berichten, wann
auf im Kisten Land Kiste
mit sein Warena nicht gekauft,
noch verkauft worden darf,
sonst wird nicht auf der
Wissel von Danzig oder
Elbing bis Thorn, weil nie
mit 100 Jahren von irgend
einem Kaufmann aus Thorn
auf solchem Wege zu gehen,
wiegts Artikel nicht hätte
gekauft oder verkauft wor-
den, und weil auf, gar sehr
so wäre ein Defraudati-
on noch anzunehmen, so lan-
ge die Todtamer Kammer in
der Elbing noch ist, und die
pflücker lassen sollen,
nicht aber so sehr mit schul-
dis mitgekauft werden soll-
ten, wie hier durch die
Sequestration der ganzen
Lagerung gekauft, auf wels-
chem nicht auch Waa-
ren so sehr vertheilt werden
Kaufleute gehörig bestra-
fen.

Nach der jetzt, da sich
mit den Aufang des Me-
nates

(98)

Shun

Beilage an Relation
des Markgrafen vom 22.
August 1773 an No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV

99

Gegenwärtig sind sehr große
Mengen zu möglichem An-
theil bereit worden und
an alle für den Handel
Luben beträgt, damit die
in Luben hier all das Land
mit Tabak anlegen nur
bekannt sollen, wegen Thun
alles, wegen Thun alles
möglich gemacht wird und
Verkehr auswärtigen, die
größte mit Tabak so Markt
nach Polen gesandt, ein
großer Markt wird
wird. Ausser diesem ist die
aus einer politischen Kontrolle
Kammer in einer politischen
Hauptkammer der
wandelta Geldkammer in
Jordan mit sehr schwerem Fall
den Schiffen der Läng. Der
Preis nun auf der politischen
Jordaner Controlkammer
wegen der politischen Haupt-
kammer zu Mesava
zu folgenden Fall war 5
höchstens 6 per Cento.
Anjetz ist die gegenwärtige
politische Haupt-
Kammer

Beilage ad Relation
Nr. Wittenberg den 22.
August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

100

zu Jordan Bergscheld an-
geordnet, daß König. Schm.
Pöppel Untertanen bloß 6 per
Cento alla andern aber, Po-
lan und Auswärtige 10 per
Cento zahlen sollen und
muss das Art, wie der Zahlung
gelaistet werden muss, kan-
nen ob bis 15 per Cento
zahlen. Dem ob wird in
Zahlung kein Silbergeld an-
genommen, sondern nur
Leutes überreichliche Duce-
ten und das geht so weit,
das der Ducaten nur zu 8 1/2
Schilling angenommen wird,
da er doch 9 fl. prout.
oder drei Rth. in dem der-
tigen Ingeandem mit allen
fürstlichen Staaten gilt,
mit dem Holland gesetzet
man hatte 10 fl. zu zahlen
man muss einen Ducaten
in Geld und 2 fl. prout in
Silbergeld zahlen. Sondern
man muss zwei Ducaten
in Geld zahlen und bekommt
ein fürstliches Silbergeld als
dann 1. muss man ihn zu

Beilage zu Relation
Nr. Warkjan Nr. 22.
Jungl 1773 Nr. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

101

8 fl. prämialf ungenomman
6 fl. prämialf aus solchem
zwei Ducaten herausbezahlt
fokanunante Ankaltan, die
wenn sie am 1ten August
vorgenommen worden, nach
unserem pflichtigen Nachsicht
künftig zu warten lassen.

Wenn aus allen diesen
wahrhaften Berichten man
einfach folgen kann, dass all-
es darauf abzielt uns da-
mit nach und nach alle un-
wärtige Waaren nach Polen
abzuführen und uns la-
ngsam fortzuziehen. Warum, oder
zuletzt die man befiehlt
jemanden Warum bloß diese
brandenburgerischen Untertha-
nen nach Polen geführt wer-
den sollen, welches gewiss kei-
ne gleichgültige Sache für
Preussen, Frankreich, Eng-
land, Holland, Hannover
und Schweden sein kann, so
ist es uns genug deutlich zu
erkennen, dass alle diese
Mächte, welche politische Waa-
ren, es sei, was es sei, sei

Beilage ad Relation
Nr. Waffan der 22ten
August 1773. ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

102

nachdem das Laband vortheilhaft
sich zu verhalten, mit dem an-
deren Besorgung willen,
so sei man davon zu gedenken
sei, auf die verantwortliche
Waren worden Kaufman
müssen, mindestens so wenig
an ihren Waren worden
gewinnen können bei den
hohelieblichen Verordnungen,
welche sie mindestens geben
müssen, als wenigstens andere
Waren zu werden verkaufen
können, weil auch bei den
höchsten hohelieblichen Verord-
nung so viel Gewinn werden
den Waren, gewiss nicht
auf viel weniger Kaufman wer-
den verschlechtert worden, wel-
ches dann zum Kaufschicklich
auch den Wohlstand der man-
nlichen Oesterreichischen
Untertanen trifft, welche bei
so sehr ausgedehnten Handel auf
den Handel mit ihnen in
den Handel fallenden fließen
den Zug mit den Land
gefördert haben. Als ma-
ximally falls dann auf nicht

Beilage ad Relation
Vw. Markfau'scher 22. Jan.
August 1777 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

110
103

auf allen Industrien und
Handel, wanne Kamin Aus-
sicht zu sonstigen Vortheil &
Gewinn übrig bleibt, mit
Vorgestellter Stadt Communion
und Kreis, Mayflüssigkeit
mit Gänzlichem Erfolg zu
Theil auf der einzigen wif-
figen Entrepot der polnischen
Gambung auf der Weiffel
mit dem ganz einzigen
mit aller polnischen Handel
Kommunikation nach lauter
Leandenburgisch-Preussischen
Städten, mit dem weitest
gehenden nicht mehr nach Dan-
zig, sondern über Jordan
nach Stettin oder über St.
bingen auf Königsberg und
Pillau.

Fürstlich ist doch
Verbindet der Intention,
bei dem Portage Traktate
gehandelt, wanne man die
Städte Thorn und Danzig
mit dem Gebirge aus-
genommen hat.

Soll daher diese nicht
gänglich zum allgemeinen

Berlage an Relation
W. Warffam den 22.
August 1773 an N. 104

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

(104)

Nachseil aller Welt
Bürger vorstellt werden,
so müssen diese beiden
Marta Horn und Danyig
nicht nur in ihrer Person,
sondern auch allen ihren be-
züglichen und künftigen
Verwandten erhalten bleiben,
wenn (Sul) sie selbst weiter-
hin den 13ten Septem-
ber 1772. gehabt und bei
ihren Tode mit Nachseil
in Landel verbleiben zu
können, sondern es wird
auf die Landung und Zoll-
"Freiheit" auf der Pfähle
sowohl, wie in jedem
andern Lande auf
der mannigfaltigen be-
hauptet und dass die
Dordans Zoll-Kammer
dieses aufgeben werden,
als auf alle Werben von
Maaren wissen so was
sie statt haben als irgend
wenn argen können.

Um Danyig für
haltung zu stellen ist die
Erhaltung Thors anzusetzen

Beilage zu Relation
Nr. Warffau den 28.
August 1743. ad No. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

112
105

doppelt notwendig,
und solch Kamm nicht
nur so als auf gedachte
Weise benutzbar ist, wa-
ren, oder so sehr ge-
nug nachher anzunehmen
Wegleitungen des Hau-
sels und dann ist nicht
nur zu sehr ein so wichti-
ger Entrepot der freien
Wirtschaftsbehandlung der Waren,
sein Thron ist, sondern
der Hauptpass von Polen,
von Thron zuglängig ist,
ganzes alldem nicht so ein,
was von selbst an der, weil
das ganz Preussen hat,
bis dahin nicht noch ganz
genügend benutzbar
und mit fürchtbaren Ko-
stungen zu zeigen und
zu Nutzen machen wür-
de.

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

413
H. Die kaiserlich bei-
folgende Note des Kaiser
Danzig von den dortig russisch
kaiser. Kommissarium Herrn
Golofkin enthält. Das kaiser-
liche eine gewisse Summe zu be-
stimmenden Summen Geldes,
infall dagegen der König
von Preussen bezeugt. Nach
in den Besitz ihrer vorigen Frei-
heiten und des japan. Reichs
lassen wollten.

114
M.) Euer fürst-
lichen Gnaden pflegen ich
am 17. d. M. von dem Tor-
ischen Residenten mit mil-
dtschilltem Aufzug eines Bräu-
fah, antfallend aufzuführ
und betonen dem Punkte von
dem Kon. prandischen Ve-
rationen auf der Weichsel
allhier mitzuführe bis.

Gelehrter Resident
hat mich bei dieser Gelegen-
heit durchzuführen wollen, daß
wenn man den König von
Pranken abfallen könnte,
auf den District Tobrinn
mit der Kräfte der Dre-
venca galaganen Land-
trieb zuzugewinnen, welche
im obigen Vertrag der Con-
vention nicht zu kommen kön-
te das galagische Commencium
in Pohlen eingeleitet der prin-
zipalen Störungen der Pflanz-
fah auf der Weichsel
nicht mit demselben hindern
würde, was allzumal alle
unten Anwesen der am
nächststen Platz zu Thorn ab-
geleitet

2. J. Auf unsern Befehl aller-
höchste Ihre Majestät des
Kaisers wafrenns des kays
des Gabsisten schlaubts in
Lamasc auf den 25ten dinsten
zu schaffnen, bin inschloßzen
da nimmstas manns Bözungen
mittler Delegation in Aufstung
des Cession Traktats zu fuch
hiet noch in der fändigen Kaiser
manns Kaiser desoffen angü-
traten miffthats gegen den
28. d. M. wider allgericari-
gntkräften. Womit muß zu
sichn Gunders etc.

Baron Revisky

Warsau d. 22 Aug. 1773.

